



POLICY BRIEF

VIOLENCE ET CRIMINALITE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Synthèse Symposium du 28-29 Avril 2016

Le problème

Les différentes recherches sur la violence et la criminalité ont montré que l'urbanisation galopante, les inégalités, la pauvreté et les exclusions sont des facteurs ayant engendré des formes d'expressions de la violence qui posent des défis sans pareil aux Etats et aux villes d'Afrique de l'Ouest. Malgré ces facteurs communs, chacune des villes étudiées présente des facteurs spécifiques qu'il urge de comprendre et la radicalisation ou l'extrémisme religieux en est un. Jusque-là, elle prospérait dans le bassin du Lac-Tchad mais s'étend de plus en plus aux pays d'Afrique de l'Ouest.

Dans un sens plus large, la situation d'insécurité est la résultante d'une combinaison de plusieurs facteurs dont l'impact des crises économiques et politiques, engendrant des injustices et exclusions sociales (en particulier des jeunes), les menaces sanitaires, les défis environnementaux, les difficultés dans la gestion des ressources naturelles dont le foncier, la situation des pays post conflits engendrant un dysfonctionnement des systèmes politiques.

D'importants facteurs de vulnérabilité liés aux inégalités de genre, aux changements climatiques et au développement des technologies de l'information et de la communication ayant engendré la cybercriminalité, représentent également des défis pour assurer la sécurité des pays d'Afrique de l'Ouest.

En résumé, l'approfondissement de la pauvreté et l'extrême marginalité des ménages des quartiers précaires, qui regorgent d'une jeunesse massive oisive, passent pour être le principal mobile du basculement à la violence en Afrique de l'Ouest. L'on assiste ainsi à la désocialisation des jeunes défavorisés et à leur resocialisation par la violence.

En effet, l'Afrique connaît d'importantes mutations démographiques. Le Continent compte en 2016 près d'1,200 milliard d'habitants et croîtra à 2 milliards en 2050. Paris est passé de 500.000 à 1.000.000 d'habitants en un siècle, New York en un demi-siècle là où le Nigeria n'a eu besoin que de 25 ans. L'on y dénombre 350.000 naissances par an. 60% de la population africaine ont moins de 25 ans. De 1950 à 2000, l'exode rural a multiplié par 10 la population urbaine.

Dans des villes comme Kinshasa et Dakar, la dynamique démographique complexifie la situation sécuritaire. Dakar sur 0,3% du territoire national sénégalais concentre plus de la moitié de la population du pays (53,7%). En 40 ans (1976-2016), la population dans l'agglomération dakaroise s'est accrue de 72,56%. D'une insécurité de survie, l'on tend vers une criminalité banalisée. Le chômage des jeunes, la pauvreté, l'alcool et la drogue font le lit de la violence et de la criminalité. Selon les autorités policières, la majorité des meurtres constatés ces dernières années sont liés à la consommation de drogue, alors que Dakar devient un haut lieu de l'écoulement de toutes les catégories de drogues. A Kinshasa, avec une moyenne de 10 enfants par femme, l'explosion démographique non contrôlée serait le lit de la production et de la reproduction des zones urbaines précaires et peu aménagées, devenues des milieux générateurs de la violence sociale et criminelle. Ces milieux sont minés par une

forte consommation d'alcool frelaté et de drogue, le foisonnement des bars, des églises de réveil et l'absence d'infrastructures et de services de base. Le rejet de populations, souvent des jeunes, fondé sur des croyances culturelles (sorcellerie, en particulier) est également préoccupant.

L'on retrouve également en Afrique de l'Ouest des facteurs favorisant communs liés à la géographie et à l'aménagement précaire des quartiers foyers de la violence urbaine : manque d'infrastructures publiques, habitat insalubre, mauvaise planification urbaine, ruelles sinueuses et labyrinthiques, profonds ravins faisant office de cachettes de criminels, construction anarchique, etc. Ces quartiers représentent de véritables repères de gangs de *microbes*¹ à Abidjan, de *Kulunas*² et *Shégués*³ à Kinshasa et Mbuji-Mayi et de criminels dans la banlieue dakaroise (Pikine, Guédiawaye et quartiers insalubres du vieux plateau de Dakar).

L'accroissement de l'insécurité urbaine et l'incapacité des États à endiguer le phénomène semble être la voie toute tracée pour l'infiltration de réseaux terroristes, mafieux et de crime organisé. C'est le lieu de revenir sur la radicalisation qui apparaît comme étant l'un des facteurs de vulnérabilité majeur de la sous-région, dans les prochaines années.

Toutefois, à ce niveau, il convient de relativiser les raisons de l'engagement des jeunes dans les groupes extrémistes violents. Pauvreté et chômage ne sont pas toujours les seules causes. Une recherche effectuée au Mali a permis de découvrir que la structure et l'organisation sociale hautement hiérarchisée dans beaucoup de communautés de la région constituent une des raisons fondamentales du développement d'un sentiment de rejet par les populations appartenant à des classes sociales vassalisées. Ces populations sont ainsi poussées à rejoindre les mouvements extrémistes non pas par conviction religieuse mais par besoin de s'affirmer et de conduire ainsi un « coup d'État social ».

Au plan politico-économique, la mal-gouvernance, l'absence de politiques économiques inclusives et l'évasion fiscale, que les multinationales et dirigeants africains ont érigé en sport favori, apparaissent, selon certains analystes, comme l'une des formes de violence les plus dangereuses. Selon la Commission Mbeki, près de 3 trillions de dollars ont été subtilisés par les multinationales depuis l'indépendance.

La question de la violence et de la criminalité ne se résoudra pas sans prise en compte du contexte spécifique local en l'occurrence les mutations démographiques, économiques, sociales avec leurs conséquences politiques. Or, dans le contexte actuel du continent africain, les réponses n'impliquent pas vraiment les collectivités locales alors qu'elles doivent être au cœur de la lutte contre la criminalité. En effet, le secteur informel (économie populaire) des villes représente 75% du PIB des pays africains, il en résulte que le sort des pays dépend de la performance des villes donc de l'économie populaire.

¹ Les *Microbes* sont des gangs de jeunes de 10 à 25 ans voire plus, apparus à Abidjan après les violences post-électorales de 2010-2011, qui agressent et dépouillent leurs victimes généralement à l'aide de machettes et de couteaux.

² Le Kulunisme fait référence au phénomène constitué par les « Kuluna » qui sont des bandes de gangsters violents qui sèment la terreur et la désolation dans Kinshasa. Ils font usage d'armes blanches (couteaux, bouteilles vides, clous, barre de fer, etc.).

³ Shégue : terme inventé par le musicien congolais Papa Wemba, pour désigner un enfant vivant dans la rue. Le mot est inspiré de l'« espace-shenguen » européen sans frontières, à circulation libre.

Les acteurs et les formes de la violence

→ Les acteurs

Dans la région, la violence devient de plus en plus organisée avec des gangs qui se répartissent les rôles selon le genre et l'âge. Au Sénégal, l'âge moyen des délinquants se situe entre 15 et 35 ans. En 2012, 76 % de cette population délinquante avaient entre 20 et 44 ans, tranche d'âge qui représente 27 % de la population sénégalaise. De même, la criminalité a pris un coup de genre. Si les femmes sont les premières victimes des crimes, en terme de statistiques, elles sont aussi impliquées, de plus en plus, dans des cas d'insécurité urbaine. Si 9 délinquants sur 10 sont des hommes, en revanche dans la tranche d'âge des 15 à 19 ans, les jeunes filles sont plus nombreuses (11,1 %) contre 7,9 % pour les garçons.

En RDC et en Côte d'Ivoire où les acteurs de la violence ont été étudiés dans le cadre des recherches financées par le CRDI, il apparaît que la violence est essentiellement le fait d'une masse juvénile désœuvrée, toujours croissante, sans perspectives d'avenir, issue des quartiers précaires. Ces quartiers, qui se développent dans la périphérie des villes, sont souvent spontanés et dépourvus de toute infrastructure de base (eau, électricité, assainissement, etc.). En RDC, les enfants s'installent dans la rue devenant des shegués, organisés au sein de gangs violents, appelés kuluna/suicidaires, qui sèment la terreur à Kinshasa et Mbuji-Mayi. Aux côtés des hommes/garçons bien plus nombreux et orientés vers les actions musclées, les filles/femmes sont préposées à la filature et à l'appât des victimes. En Côte d'Ivoire, les délinquants sont appelés « Microbes ». L'on y note une féminisation des acteurs avec la présence de plus en plus remarquée de femmes chez les « microbes » et les coupeurs de routes générant des cellules familiales dans ces milieux. Au Ghana, globalement, la criminalité urbaine a augmenté de plus de 90 % entre 1980 et 2010 et les crimes violents (meurtres et viols) de plus de 70% !

Toutefois, acteur de la violence ne rime pas toujours avec jeunesse pauvre oisive issue des quartiers précaires. Au Nigéria, des recherches ont montré que de plus en plus de jeunes issus des quartiers riches rejoignent les mouvements extrêmes religieux, généralement une façon d'attirer sur eux l'attention de la famille et de la société qui avec les modes de vie modernes, n'investissent plus beaucoup sur la socialisation des jeunes.

Le phénomène de violence, d'incivilité et le sentiment d'insécurité sont désormais répandus dans la région Ouest-africaine, même si c'est à des degrés divers selon les pays. Ils n'épargnent ni riches ni pauvres, ni hommes ni femmes et chacun peut en être victime un jour.



Présentation de Kulunas à Kinshasa

— Les formes

Dans la région, la violence revêt plusieurs formes : exclusion et injustices économiques et sociales, délinquance juvénile, gangstérisme, prostitution, vol, violences faites aux femmes dont le viol avec des tendances exacerbées selon les pays.

Les exclusions sociales sont particulièrement répandues en RDC, où des enfants, accusés de sorcellerie, sont souvent exclus des circuits familiaux et communautaires. A Kinshasa et à Mbuji-Mayi, les violences sont verbales (injures publiques, incivilité des jeunes) et physiques (coups et blessures, bagarres conjugales, violences domestiques, bagarres de rue, viol, tortures, extorsion des biens, enlèvement, vol à main armée, meurtre, destruction méchante des équipements publics et privés). En Côte d'Ivoire, le viol était devenu endémique à Bouaké et Duékoué, surtout pendant les crises électorales de 2008 et 2011. Des croyances et des représentations dévalorisantes du corps féminin favorisent le viol, particulièrement celui des petites filles (4 mois à 10 ans) et des adolescentes. Au Ghana, les viols sur les filles et les femmes sont de plus en plus fréquentes dans les zones pauvres manquant d'infrastructures sociales de base (toilettes, lumière publique, etc.).

Les solutions préconisées pour des villes plus sûres et inclusives

Comment faire de cette jeunesse déstructurée sans repère une opportunité pour le développement ? Quel doit-être le véritable rôle des collectivités locales et de l'État dans la gestion de la sécurité ? Tels sont, selon les chercheurs et personnes ressources ayant pris part au Symposium de Dakar, les défis courants de la gouvernance urbaine en Afrique de l'Ouest.

Les réponses des Etats doivent aller dans le sens d'améliorer la qualité de vie des populations, de consolider la démocratie et de définir des politiques économique et macroéconomique adéquates et inclusives, qui intègre spécifiquement les préoccupations des jeunes. Au niveau local, les maires ne peuvent rien faire seuls. La sécurité est une compétence transférée mais les moyens ne suivent pas toujours. Ainsi, les collectivités locales ont besoin de l'accompagnement des Etats et des partenaires techniques et financiers, au risque de voir la sécurité informelle se développer. En effet, les populations sont obligées de s'organiser pour prendre en charge leur sécurité, au risque d'enfreindre la loi et d'aggraver ainsi leur situation d'insécurité. Au Sénégal, pour contrer la sécurité informelle, l'Etat a mis en place l'Agence de Sécurité de Proximité.

La police de proximité n'est pas la seule réponse locale. La cellule familiale doit prendre conscience de sa démission dans l'éducation des enfants et s'investir davantage pour leur offrir un cadre propice à leur épanouissement. En effet, derrière chaque criminel, il y a 1 contrôleur : ce sont les parents pour les jeunes et le supérieur hiérarchique dans le cadre professionnel.

Toujours dans le sens de renforcer le rôle des Collectivités locales dans la gestion de la sécurité, ces dernières en relation avec les Etats, peuvent initier des mesures simples et productives. En effet, les villes constituent le moteur de la croissance économique urbaine. Elles regorgent d'opportunités mais seule une approche holistique peut conduire à des solutions à long terme.

Les villes doivent veiller à la sécurité publique, à la salubrité publique, à la tranquillité publique, aux bonnes mœurs et à l'esthétique de l'espace public. Pour conduire ces missions, la ville de Ouagadougou a mis en place un dispositif intégré alliant la police municipale, les services municipaux civils et les services de sécurité étatiques. L'expérience ouagalaise privilégie la prévention intégrée fondée sur trois principes clés : le lien de confiance entre populations et institutions, les mesures de résolution pacifique et la participation active des « publics cibles » aux stratégies de prévention.

En Afrique du Sud, la ville de Durban a mis en place un mécanisme de gestion participative de la sécurité. Ainsi, une unité destinée à la participation des communautés a été mise en place au sein de la municipalité. Toutes les parties prenantes peuvent échanger sur les questions de sécurité au sein de cette unité. Par ailleurs, une approche participative d'élaboration du budget a été développée. Le budget est ainsi soumis aux communautés avant approbation. Une attention particulière est accordée aux groupes vulnérables (femmes, jeunes, personnes avec un handicap).

Pour s'assurer de l'efficacité de sa démarche, la ville de Durban a également mis en place un dispositif de reddition des comptes qui permet de rendre compte à la



Aménagement sécuritaire : réhabilitation d'équipements sécuritaires à Abidjan

communauté, mais également d'évaluer les performances aussi de tous les membres de l'équipe municipale que des représentants de la communauté. Aussi, un Comité pour appuyer les représentants des populations dans l'accomplissement de leurs missions a été mis en place.

En Côte d'Ivoire par exemple, l'Etat a conféré aux Communes l'accompagnement des initiatives nationales à travers la formulation et la mise en œuvre de plans municipaux de prévention de l'insécurité articulés autour de la prévention, de la planification et de la mobilisation locale et de la mise en place d'une faïtière.

Toutefois, l'expérience ivoirienne fait ressortir les défis auxquels les Collectivités locales sont confrontées notamment les problèmes de financement, les difficultés d'autonomisation des projets, l'absence de diffusion des pratiques mais aussi des initiatives nombreuses mais pas toujours à la hauteur des défis.

Recherches futures

- Le diagnostic local de la sécurité dans les Collectivités Locales avec un focus sur les pratiques ;
- Le diagnostic des nouvelles formes d'insécurité au niveau local et sous-régional, et identification des nouvelles formes de résilience ;
- Les liens connexes entre sécurité en Afrique de l'ouest et les cadres juridiques et institutionnels pour gérer la sécurité dans la région ;
- Mieux comprendre la nature et la contribution du secteur informel de la sécurité en Afrique de l'ouest ;
- Les conditions pour une approche inclusive de la sécurité en explorant la place, le rôle et la stratégie d'implication des citoyens dans les questions de sécurité ;
- Le lien entre exclusions, injustice sociale et violence/insécurité ;
- Mieux comprendre les liens entre genre, crime et sécurité dans les espaces publics ;
- Approfondir la recherche sur les liens entre les différentes exclusions et la criminalité en Afrique de l'Ouest.